



COORDINATION REGIONALE

Santé Action Sociale

Basse Normandie

"Création d'un véritable service public de la santé et de l'action sociale et reconquête de la protection sociale".

En Basse-Normandie, force est de constater la destruction orchestrée de notre système de santé et de protection sociale.

La CGT ne veut pas en rester là.

Depuis la loi HPST, le plan de financement de la sécurité sociale, le Gouvernement via l'ARS ne cesse de s'évertuer à tout démanteler et réduit les financements de la sécurité sociale et fait des cadeaux au grand patronat, et aux actionnaires....

Les ARS suivent et sous-financent les hôpitaux, leur demandent de restaurer un équilibre budgétaire. Les Directions d'hôpitaux trouvent des solutions via des plans de redressement avec des licenciements, la précarisation de l'emploi, des restructurations, des regroupements d'établissements, ou de compétences, des attaques sur le temps de travail en revenant sur les accords RTT, sur le temps de travail journalier (travail en 10 ou 12h), tolérant les glissements de tâches, les sous effectifs, les suppressions de postes.....au détriment de la qualité des soins, de l'offre de soin ...

Les patients sont en danger !!! Les soignants sont en burn-out !!!!

L'austérité n'a pas sa place dans la santé !

Nous refusons la destruction de NOTRE SYSTEME DE SANTE, basé sur la solidarité, l'accès aux soins pour toutes et tous....

Nous réclamons que le système de sécurité sociale solidaire, tel qu'il a été organisé par le Conseil de la Résistance, reprenne toute sa dimension humaine, solidaire...

Nous refusons que la SECURITE SOCIALE ne permette plus une réponse de soin.

Nous refusons la marchandisation de la santé !

L'ARS de Basse Normandie organise un partenariat public /privé entre les cliniques et les hôpitaux de Vire et de Flers. Là encore on peut être sûr que cela se fera au détriment de l'offre de soins publique. Après celle de Vire, la maternité du centre hospitalier de Falaise est rayée de la carte dans les projets de l'ARS. Le plan de licenciements secs au Centre hospitalier de Cherbourg a laissé près de 150 soignants sur le carreau.

Le secteur psychiatrique ne peut plus assurer correctement sa mission de soin de proximité, les services non soignants se voient orientés vers le secteur privé...

Fermer les Hôpitaux et services publics de santé pour donner toujours plus au privé lucratif participe à la casse de notre système de protection sociale. La récente décision du tonton flingueur de l'ARS d'octroyer un IRM au privé à but lucratif contre l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins montre cette volonté de continuer à casser le service public de santé !!

C'est pourquoi la CGT régionale invite toute la CGT, les usagers, les personnels à dire stop.

Tous ensemble, disons STOP,

Après le 23 janvier 2014 à Caen et le 18 février à Cherbourg, mobilisons nous le 18 mars à Alençon

**ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC , organisons le
covoiturage pour être le 18 mars à Alençon .**